

### Les transports

J'en arrive au Nouveau parti démocratique. Les néo-démocrates fédéraux disent qu'ils veulent maintenir le statu quo, et pourtant, ils veulent faire appliquer les recommandations du rapport Hall. Ils ne peuvent pas avoir le drap et l'argent. La mise en œuvre des recommandations Hall ne maintiendra pas le statu quo. Elle changera les choses du tout au tout. Les néo-démocrates ne devraient pas discuter là-dessus. Qu'ils disent qu'ils sont en faveur d'un changement. La panacée qu'ils prescrivent pour améliorer le système est la nationalisation du CP. Ils semblent s'intéresser davantage à poursuivre leur option idéologique qu'à améliorer le système du transport du grain. Bien franchement, leur solution coûterait des milliards et n'assurerait pas le transport d'un seul boisseau de grain.

Le ministre des Transports de la Saskatchewan prétend lui aussi qu'il ne veut pas de changement, mais c'est ce qu'il préconise quand il nous recommande de donner suite aux recommandations Hall. Il veut lui aussi acheter un chemin de fer. Il dispose d'un fonds de fiducie du patrimoine en Saskatchewan auquel il va puiser. Il veut se porter acquéreur du CP. Le ministre veut dépenser l'argent des contribuables de la Saskatchewan pour réaliser un achat qui n'améliorera en rien le transport. Il offre un plan de garantie du tarif du Pas du Nid-du-Corbeau. Là encore il est prêt à imposer les contribuables de la Saskatchewan pour payer une grande partie de la facture pour le transport de produits transformés.

**M. Shields:** Un sacré manque de principes!

● (1240)

**M. Mazankowski:** J'en viens maintenant au premier ministre de la Saskatchewan. Il est en faveur d'un tarif statutaire, mais pas nécessairement celui du Pas du Nid-de-Corbeau. Il se dit prêt à négocier des hausses de prix, pourvu que les producteurs conservent les avantages du Nid-de-Corbeau. Mais il vient de signer un document, l'autre jour, où il dit ne pas vouloir accepter de modifications. Monsieur l'Orateur, comment prendre au sérieux le Nouveau parti démocratique; il se dit prêt à combattre mais il se transforme, au moment critique, en une simple annexe du gouvernement libéral en place.

**M. Shields:** Toujours pareil.

**M. Mazankowski:** Quand les jeux sont faits, ils rentrent dans le rang pour soutenir la bonne fortune du parti libéral, parti qui règne sur un Conseil du Trésor qui mène le pays à la ruine. Ils devraient avoir honte.

Sachez, monsieur l'Orateur, que si le pays est en si piteux état, les néo-démocrates fédéraux doivent aussi en porter le blâme. En outre, si les agriculteurs du Canada perdent leurs droits statutaires, qu'ils s'en prennent au NPD aussi bien qu'aux libéraux, parce que c'est le NPD qui a ramené ce gouvernement au pouvoir.

**Des voix:** Bravo!

**M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur, permettez un instant que je reprenne mon sérieux. J'étais en train de ricaner en entendant le dernier orateur exposer à sa façon la position adoptée par mon parti au sujet du Corbeau. Je tiens à signaler à la Chambre et au pays, monsieur l'Orateur, que notre parti n'a pas varié en ce qui concerne le tarif du Corbeau, ni cette année, ni l'an dernier, ni pendant la dernière élection, ni pendant celles qui ont précédé. Je dirai au député qu'il y a des membres de son parti qui ne sont pas d'accord avec ce qu'il a dit. Ils se sont engagés dans une voie qui conduit

à l'abolition du Corbeau, et ils critiquent sans hésitation le tarif du Corbeau.

Avant d'entrer dans le vif de mon propos, j'aimerais faire une brève observation au sujet du prix de nationalisation du CP. Je pense que si le député était de bonne foi et voulait bien considérer le montant des fonds publics qui ont déjà été placés dans le CP, si on calcule leur valeur actuelle et tient compte du temps pendant lequel ils ont eu l'usage de ces actifs, on constate que la différence entre cela et la valeur actuelle, comptable ou vénale, je vous laisse le choix, de CP Rail est inférieure à 1 milliard. Deux ou trois années de subventions du Corbeau achèteraient le chemin de fer du CP, ce qui permettrait de nationaliser son réseau et de l'exploiter encore une fois dans le cadre de notre politique nationale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Pepin:** Cela suffirait à peine à payer les frais d'exploitation.

**M. Althouse:** Je vais traiter du tarif du Corbeau sur le plan économique, mais je tiens à placer l'affaire dans son cadre en expliquant un peu ce qui s'est passé. D'après le gouvernement et les membres du parti conservateur qui sont favorables à ce changement, c'est pour des motifs de progrès principalement qu'il faut modifier le tarif du Corbeau, des motifs d'ordre économique, bien conformes à l'idée de mettre les choses à la charge de l'usager. J'y reviendrai plus tard, mais je tiens à signaler tout d'abord que la situation économique au Canada n'est pas excellente. Le pays n'aurait guère de raison de subsister. Notre pays ne se recommanderait pas spécialement par sa cohésion économique à celui qui chercherait à tracer des frontières et à grouper des populations. Pour citer un article récent de Don McGillivray:

L'existence du Canada prouve qu'une absurdité économique peut devenir réalité politique.

Je pense que lorsqu'on étudie les raisons qui ont conduit à l'adoption du tarif du Corbeau, on voit qu'il y a eu beaucoup de ce que certains appelleraient des absurdités économiques mais qui étaient en fait des réalités politiques, dont il a fallu tenir compte avec une sorte de pragmatisme inventif pour que le Canada puisse demeurer un pays.

Le Canada s'est développé en dépit d'obstacles géographiques, linguistiques, raciaux et culturels. Il s'y trouve deux langues et bien des races et cultures diverses. Mais personne, monsieur l'Orateur, n'ira jamais proposer de modifier le cadre de base, fondamental du pays, en prétextant qu'à cause de considérations d'ordre économique le bilinguisme ne devrait plus exister. Nous vivons en assumant le coût de deux langues, car cela comporte des frais, mais sans nous en plaindre car cela fait partie de la trame sur laquelle le pays a été monté. Et cela, parce que nous ne voulions pas d'une grande guerre coûteuse pour changer les choses. Nous avons décidé qu'il était plus sensé d'opter pour le compromis que de s'inquiéter de considérations économiques à venir. Il en va de même de la signature des traités avec les autochtones. Nous leur avons garanti certains droits sans songer à d'éventuels problèmes économiques, car il était plus sensé sur le plan de la politique et de la défense, d'éviter de faire couler le sang. Et ainsi nous avons pu développer le pays tout entier en suivant cette route.